La Gazette des Comores

Quotidien Indépendant d'Informations Générales

Paraît tous les jours sauf les week-end

27ème année - N°5237 - Mercredi 04 Novembre 2026 - Prix : 200 Fc

NUTRITION SCOLAIRE :

L'école à l'épreuve de la malnutrition



WAKATI REMPLACE HURI MONEY :

12 anciens employés réclament leur réintégration

LIRE PAGE 3

Visitez le site de La Gazette
www.lagazettedescomores.com

25 Djamadul - Awal 1448

Prières aux heures officielles

Du 1er au 05 Novembre 2026

Lever du soleil:
05h 37mn
Coucher du soleil:
18h 07mn

Fadjr :	04h 23mn
Dhouhr :	11h 55mn
Ansr :	15h 22mn
Maghrib:	18h 10mn
Incha:	19h 24mn



LUTTE CONTRE LE CANCER DU SEIN :

Moroni Terminal offre 1,5 million de francs à l'ACCF

La société Moroni Terminal, chargée de la manutention au port de Moroni, a remis un chèque de 1 500 000 francs comoriens à l'Association comorienne de lutte contre le cancer (ACCF). La cérémonie de remise du don s'est déroulée le vendredi 30 octobre, dans la salle de conférence de ladite société. Ce geste de solidarité a été porté par les femmes administratives de Moroni Terminal, avec le soutien de la direction générale.



Comme chaque année, le mois d'octobre est consacré, à travers le monde, à la sensibilisation et à la lutte contre le cancer du sein. Baptisé « Octobre Rose », ce mois est marqué par de nombreuses activités visant à encourager les femmes à se faire dépister, mais aussi à soutenir et à accompagner celles qui sont touchées par la maladie. Aux Comores, l'ACCF mène ce combat depuis plusieurs années en sensibilisant les femmes et en apportant son soutien aux malades. Dans cette démarche, l'association bénéficie de l'appui de plusieurs institutions publiques et privées. C'est dans cet esprit de solidarité que les employées de Moroni Terminal, avec leur direction générale, ont décidé de remettre un chèque de 1,5 million de francs à l'association afin de contribuer à la poursuite de ses actions.

« Votre combat, c'est le nôtre. Certes, vous êtes davantage sur le terrain que nous, mais nous partageons le même combat et le même engagement. Aujourd'hui, nous souhaitons apporter une nouvelle contribution pour vous permettre de poursuivre cette lutte. Nous savons combien ce combat est difficile. Il faut des moyens pour accompagner les malades, car certains cas nécessitent parfois une prise en charge à l'étranger. Sans moyens techniques et financiers, cela ne peut pas se faire. C'est pourquoi nous avons jugé nécessaire de faire ce don. Nous, les femmes de Moroni Terminal, avec la direction générale, avons le plaisir de vous remettre ce chèque qui, nous l'espérons, sera utile pour accompagner les malades », a déclaré Fatma Dada, responsable administrative et financière de Moroni Terminal.

De son côté, la présidente de l'ACCF, Zahara Abdallah, a exprimé sa reconnaissance envers la société et ses employées pour leur soutien renouvelé. « Ce que vous faites depuis toutes ces années est encourageant. Votre appui financier et technique nous touche énormément. Et ce n'est pas la première fois que vous nous soutenez. Vous avez commencé à nous accompagner sans même nous connaître, simplement parce que vous croyez en cette bonne cause. Cela montre que Moroni Terminal porte également notre combat. Je ne sais d'ailleurs pas pourquoi vous n'avez toujours pas votre carte d'adhésion », a-t-elle déclaré avec le sourire.

La présidente de l'ACCF a également rappelé l'évolution de la mission de l'association. « Au départ, notre mission était de dépister et de sensibiliser les femmes à l'importance du dépistage. Mais aujourd'hui, nous avons aussi des malades qui ont besoin de notre soutien. Nous devons les suivre, les accompagner, les aider et les encourager dans cette épreuve », a-t-elle expliqué. Avant de conclure, Zahara Abdallah a réitéré ses remerciements à la direction générale de Moroni Terminal, ainsi qu'aux femmes de la société pour leur engagement. « Grâce à vous, nous allons pouvoir avancer et poursuivre ensemble notre mission. Je tiens à remercier la direction générale de Moroni Terminal et particulièrement les femmes de cette société. Ce que vous venez de faire est un véritable geste de responsabilité », a-t-elle conclu.

Nassuf Ben Amad

Un navire sous pavillon comorien coulé en mer Noire par la Russie

Alors qu'elle officialise un rapprochement diplomatique avec Moroni, la Russie a torpillé un second navire battant pavillon comorien en moins de dix jours. Cette attaque a coûté la vie à un marin et relance les critiques sur l'utilisation des pavillons de complaisance.

Le 23 octobre, le Khoryv, un cargo de 43 ans battant pavillon comorien, a coulé à 13 milles marins de Constanța (Roumanie) après une attaque de drones attribuée à la Russie. À bord se trouvaient 13 marins dont 10 de nationalité ukrainienne et 3 azerbaïdjanaise, selon nos confrères de TVR, la télévision publique roumaine. À la suite des frappes, le navire s'est retourné. L'attaque a fait un mort et trois portés disparus, tandis que les neuf autres membres d'équipage ont été secourus par les secours roumains et un navire commercial. Le bâtiment pris pour cible est un cargo spécialisé dans le transport de minerais et de pétrole.

Le Premier ministre roumain, Luca Niculescu, a qualifié l'incident d'« inacceptable » et de « violation flagrante de la liberté de navigation ». De son côté, la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, a condamné cette nouvelle escalade de la Russie, dénonçant des attaques qui « défient ouvertement le droit international ».

Cet événement tragique met en lumière une réalité inquiétante. Les navires battant pavillon comorien, entre autres navires civils, sont désormais directement pris pour cible en mer Noire. Le 16 octobre dernier, l'Agence Nationale des Affaires Maritimes (ANAM) avait déjà publié un communiqué pour dénoncer une attaque par drone militaire visant un autre pétrolier sous pavillon comorien, le Yara J, au large de Sulina, en Roumanie.

Ces incidents à répétition interviennent alors que la Russie et les Comores ont acté un rapprochement diplomatique, marqué par la nomination début septembre du premier ambassadeur russe résidant à Moroni. Depuis plusieurs années, une partie de la flotte fantôme mobilisée par la Russie pour contourner les sanctions sur son pétrole navigue sous pavillon comorien, l'archipel étant souvent pointé du doigt pour ses registres de complaisance en matière de réglementations internationales.

Toufé Maecha

La Gazette des Comores

l'information libre à votre portée

Quartier Badjanani BP 2216 Moroni Comores
Tél:(269) 333 26 76

E-mail: la_gazette@comorestelecom.km

HZK
Agence Comorienne de Presse

La Gazette des Comores

Quotidien Indépendant d'Information Générale

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse postale : _____ email : _____

Tél. : _____ Fax : _____ Mob _____

Périodicité :

3 mois /__/ Montant : _____
6 mois /__/ Montant : _____
12 mois /__/ Montant : _____

Mode de règlement :

Espèces /__/
Chèque /__/ n° _____
Virement bancaire /__/ réf. : _____

Moroni le,

Signature :

Tarifs d'abonnement

(Valable à compter du 1er janvier 2015)

	Mensuel		Trimestriel		Semestriel		Anuel	
	FC	Euro	FC	Euro	FC	Euro	FC	Euro
Comores	4 500	9	12 500	25	25 000	51	50 000	102
Etranger	6 000	12	17 000	35	32 000	65	62 500	127

Suite de la page 1

NUTRITION SCOLAIRE :

L'école à l'épreuve de la malnutrition

Le vendredi 30 octobre dernier à l'Alliance française de Moroni, Housna Hassani, doctorante en Santé Globale et Nutrition à l'IRD (institut de recherche pour le développement), a présenté trois ans de recherche sur l'environnement alimentaire scolaire aux Comores. Un état des lieux sans équivoque qui appelle à une politique nationale.

Sous le thème « Santé et nutrition scolaire aux Comores », la conférence a réuni chercheurs, nutritionnistes, enseignants, élèves et parents autour d'une question essentielle pour nos enfants. Avec la présentation des travaux de recherches doctorales de Housna Hassani sur « l'amélioration de l'environnement alimentaire scolaire aux Comores. » Thèse menée entre Montpellier et Moroni, sous l'encadrement du Dr Moussa Mohamed, spécialiste en santé publique. Au cœur du travail, le double fardeau de la malnutrition. Il s'avère que notre pays fait face à un paradoxe. La sous-nutrition persiste chez les moins de cinq ans, tandis que surpoids et obésité explosent chez les 14-18 ans, surtout en milieu urbain, avec des produits gras, sucrés et ultra-transformés. Pour caractériser l'environnement alimentaire scolaire, la chercheuse a défini cinq domaines : fournisseurs, offre extérieure autour du portail, environnement politique, questions transversales comme le genre et l'impact insulaire, et soutien aux élèves.

Après une revue sur Planipolis et GIFNA et des entretiens avec l'OMS et différentes ONG, elle a enquêté auprès d'une trentaine de directeurs d'établissements scolaires, avec une équipe formée cinq jours pour l'occasion (questionnaires CAPI sur tablette, entretiens en Shikomori et observations photo, analysés via Stata et NVivo). Les résultats parlent d'eux-mêmes, avec un diagnostic implacable. Dedans, le sain se limite au pain blanc et aux œufs durs, les fruits sont rares. Dehors, au portail où se concentrent jusqu'à des fois cinq vendeurs par école, les produits laitiers sont nombreux mais sucrés, les bonbons sont partout, comme chips, fritures, mini-pizzas et jus industriels vendus plus que l'eau. Seuls deux vendeurs sur neuf sont formés.

« Aux Comores, on fait face à un paradoxe : la sous-nutrition persiste chez les plus jeunes, tandis que le surpoids et l'obésité progressent vite en ville à cause des produits transformés, trop gras et trop sucrés », a alerté Housna Hassani. Quatre freins expliquent selon elle ce déséquilibre. À savoir, un faible pouvoir d'achat des élèves qui choisissent le moins cher, un coût des matières premières qui rend le fait maison moins rentable, une norme d'hygiène renforcée depuis le Covid qui pousse à préférer les produits en emballage, et un attrait des packagings colorés. S'ajoutent aussi des contraintes structurelles, comme l'électricité instable empêchant de conserver certains goûters comme les yaourts.

Sans politique nationale sur la question pour le moment, elle propose des leviers immédiats. Le nudge par exemple pour rendre le sain visible. « Si les fruits restent cachés derrière les gâteaux, les élèves ne les achèteront pas. Il faut les mettre en avant, déjà coupés, faciles à consommer », a-t-elle insisté. Elle préconise d'engager les adolescents, en quête d'autonomie et influencés par leurs pairs et la publicité, dans des jardins scolaires, et d'impliquer les parents via un goûter maison hebdomadaire et des actions de sensibilisation. À terme, elle plaide pour des guides pratiques, la formation des concernés, notamment les parents, les élèves adolescents, les vendeurs, directeurs et enseignants, et surtout une collaboration des autorités pour changer la donne. Une stratégie qui ferait de l'école, où les enfants passent plus de 70% du temps, le premier rempart contre l'obésité ainsi que des maladies telles que le diabète et l'hypertension au pays.

Hamdi Abdillahi Rahilie

WAKATI REMPLACE HURI MONEY :

12 anciens employés réclament leur réintégration

Le remplacement de Huri Money par la nouvelle société Wakati relance la polémique autour du sort des anciens salariés de la filiale de Comores Télécom. Au total, douze agents, dont huit à Ngazidja, trois à Anjouan et un à Mohéli, sollicitent leur réintégration au sein de Comores Télécom. Après plusieurs années de service, certains avec 18 à 20 ans d'expérience professionnelle, ils dénoncent leur mise à l'écart et regrettent de ne pas avoir bénéficié d'une possibilité de retour dans leur entreprise d'origine.

L'arrivée de Wakati dans le secteur des services financiers numériques aux Comores ravive les interrogations sur l'avenir des anciens employés de Huri Money. Pour ces derniers, la transition vers cette nouvelle structure s'est faite sans véritable perspective de réintégration au sein de Comores Télécom. Ils disent aujourd'hui se retrouver sans emploi, malgré leur expérience et les années consacrées au fonctionnement de cette filiale. Dans un document adressé à l'opinion publique, les anciens salariés retracent les circonstances de leur transfert, les changements intervenus à la direction et les conditions de leur licenciement. Ils rappellent que Huri Money avait été créée par Comores Télécom pour développer ses activités dans les services financiers numériques. Dans ce cadre, une note datée du 7 mai 2021 avait officialisé le transfert de plusieurs agents vers cette filiale.

Le 10 août 2024, Simon est nommé directeur général en remplacement d'Issouf Hamidou. La passation de service intervient le 19 août suivant. Selon les anciens employés, le nouveau responsable aurait alors constaté une situation financière particulièrement difficile, proche de la faillite. Des suppressions de postes auraient suivi, touchant notamment des agents transférés depuis Comores Télécom. Le 12 avril 2025, les employés restants sont invités à signer des contrats de travail d'une durée d'un an. Certains auraient proposé des engagements de six mois renouvelables, afin de mieux encadrer leurs droits et leurs conditions de travail. La direction aurait toutefois maintenu la formule annuelle.

Le 6 avril 2026, le directeur général annonce le non-renouvellement des contrats. Six jours plus tard, le 12 avril, l'ensemble des agents est licencié. Après cette décision, un concours de recrutement aurait été organisé. Plusieurs anciens salariés ont refusé d'y participer, estimant que leur ancienneté et leur expérience auraient dû être prises en considération. Leurs préoccupations portent désormais sur les choix opérés dans le cadre de la nouvelle organisation. Ils regrettent que des nouveaux agents aient été privilégiés, selon leurs déclarations, alors que des employés disposant déjà de compétences et d'une expérience opérationnelle auraient pu être maintenus. Ils affirment également que plusieurs autres agents de Huri Money ont été écartés.

Au-delà du changement de société, de Huri Money à Wakati, ces douze anciens employés posent une question essentielle : comment peut-on transférer des travailleurs vers une filiale, les licencier quelques années plus tard, puis leur refuser toute possibilité de réintégration dans leur entreprise d'origine ? Ils interpellent ainsi la direction de Comores Télécom et les autorités compétentes afin qu'une solution soit trouvée. Pour eux, l'enjeu dépasse la seule question de l'emploi : il concerne aussi la reconnaissance de l'expérience professionnelle, la protection des travailleurs et la responsabilité d'une entreprise publique envers ses anciens agents.

Riwad



La Gazette des Comores
Fondateur et Directeur général
Said Omar Allaoui
Directeur de la publication
Elhad Said Omar
Rédactrice en chef
Andjouza Abouheir
Secrétaire de rédaction
Toufé Maecha
Rédaction
Mohamed Youssouf
Sanaa Chouzour
A. Mmagaza
M.I.M Abdou
Nassuf Ben Amad
Kamal Gamal Abdou
Nabil Jaffar
Riwad
A Bardraoui
Mohamed Ali Nasra
Hamdi Abdillahi Rahilie
El-Aniou Fatima
Aticki Ahmed Ismael
Mise en page
Abdouchakour Aladi Nourou
Responsable commercial
Mariama Mhoma
Documentation archiviste
Hadidja Abdou
Photographe / Site Web
Mohamed Said Hassane
Impression
Graphica Imprimerie
www.lagazettedescomores.com
Tel: 773 91 21/ 322 76 45

MARCHÉS PUBLICS :

Une trentaine de cadres nationaux certifiés CIPS Niveau 2

Le certificat d'introduction aux procédures de passation de marchés publics, Niveau 2, accrédité par le CIPS, a été remis ce vendredi 30 octobre à Moroni à une trentaine de cadres nationaux. Une formation de 5 jours organisée par le PNUD pour aligner les pratiques nationales sur les standards internationaux.



Du 26 au 30 octobre, le PNUD a réuni à Moroni des responsables des marchés et des achats issus des projets à mise en œuvre nationale (NIM). L'objectif était de renforcer les capacités en matière d'achats et d'approvisionnements à travers le référentiel international CIPS Niveau 2. Après cinq jours de formation à Moroni, une trentaine de cadres nationaux ont reçu, vendredi 30 octobre, leurs attestations pour le certificat d'introduction aux procédures de passation des marchés publics, niveau 2, accrédité par le Chartered Institute of Procurement and Supply (CIPS). La session était animée par Rodney Gallwey, formateur au bureau du PNUD à Copenhague, qui salue avant tout l'engagement des participants. « J'ai trouvé que la formation était très bien alignée. Elle nous a permis de faire le lien entre les réalités nationales et notre travail au sein du PNUD. L'engagement des participants était excellent. Nous avons eu de nombreuses interactions et travaillé sur des exemples concrets et pragmatiques, ce qui a créé une véritable émulation entre les acteurs locaux et l'organisation elle-même», explique-t-il.

Pour le formateur, le niveau des cadres comoriens est déjà proche des standards internationaux. Interrogé sur les difficultés concrètes soulevées pendant la formation, Rodney Gallwey évoque notamment des améliorations à apporter aux outils et aux pratiques existants. « Il y a plusieurs problèmes concrets, notamment les conditions générales d'achat qu'il faudrait peut-être enrichir, certains contrats qui devraient être intégrés, ainsi que le suivi des performances, qui devrait être effectué de manière plus rigoureuse. Mais, dans l'ensemble, ils sont assez proches de ce qui se fait à l'international », estime-t-il. Pour Rodney Gallwey, le niveau 2 du CIPS apporte avant tout des outils directement applicables dans le travail quotidien. « Ce sont des outils pratiques, des standards internationaux et des matrices qui leur permettront d'effectuer des analyses plus poussées de leur portefeuille d'achats. Cela leur permettra de gagner en professionnalisme au quotidien », explique-t-il.

La formation ne constitue toutefois qu'une première étape. Le CIPS prévoit un parcours progressif de certification, avec les niveaux 3, 4, 5 et 6. « Nous avons tout un parcours CIPS, qui leur permettra de gravir progressivement les échelons dans le domaine des achats, mais aussi du management et de la gestion de portefeuilles plus importants », précise le formateur. Au terme des cinq jours, Rodney Gallwey dresse un bilan positif de cette première expérience à Moroni. « C'est un bilan très positif parce qu'en cinq jours, nous avons couvert l'essentiel pour leur permettre d'aller de l'avant et d'être plus professionnels dans leurs fonctions. Tout le monde a participé activement. Je pense que cette initiative mérite d'être renouvelée. Nous avons vraiment envie de revenir à Moroni et de poursuivre ce travail de manière régulière dans les prochaines années », confie-t-il.

Du côté des bénéficiaires, la satisfaction est également au rendez-vous. Elmamoun Bakari, responsable des marchés du projet Chaîne de valeur agricole, retient notamment les enseignements liés à la gestion des conflits entre fournisseurs et acheteurs. « Ce qui a été important pour moi, ce sont les méthodes de gestion des conflits entre les fournisseurs et les demandeurs. C'est un domaine sur lequel je n'avais pas bénéficié de formation auparavant », souligne-t-il. Selon lui, les enseignements reçus viennent compléter les connaissances acquises à travers le manuel de procédures déjà en vigueur. « Cette formation a apporté des éléments complémentaires que nous n'avions pas bien compris auparavant », ajoute-t-il.

Désormais mieux outillés pour préparer les dossiers d'appels d'offres, les procédures restreintes ou encore les achats directs, les cadres formés souhaitent voir cette initiative se poursuivre. « Je souhaite que les initiateurs ne se limitent pas au niveau 2, mais encouragent les autres à poursuivre leur formation jusqu'au dernier niveau », plaide Elmamoun Bakari. La cérémonie de remise des attestations s'est déroulée en présence de Luca Monge Roffarello, représentant du PNUD aux Comores, et du commissaire Mze Aboubou. Les deux responsables ont félicité les 30 cadres certifiés et les ont encouragés à mettre en pratique les connaissances acquises au sein de leurs institutions.

El-Aniou Fatima

ENTREPRENARIAT :

Elarif Mzembaba fait le pari du Javel made in Comores

Dans un pays largement dépendant des importations, produire localement relève parfois du défi. À Mitsamiouli, Elarif Mzembaba a pourtant fait le pari de fabriquer de l'eau de Javel. Fort de sept années de formation dans différents domaines, ce jeune diplômé s'est lancé dans cette activité au début de l'année 2026 et veut prouver que le local peut faire aussi bien que l'importé.



Il est de Mitsamiouli et n'a rien d'un bricoleur. Derrière ses bidons se cache un parcours universitaire de sept années : cinq ans de formation en agronomie, une année en nutrition humaine et animale, puis une autre en cosmétique. C'est au fil de ce parcours que la fabrication de l'eau de Javel s'est imposée à lui comme une perspective entrepreneuriale. Pour approfondir ses connaissances et maîtriser les techniques de fabrication, Elarif Mzembaba s'est rendu en Côte d'Ivoire, où il a suivi une formation consacrée aux dosages, à la manipulation du chlore et aux règles de sécurité. De retour aux Comores, il a lancé sa propre production au début de l'année 2026. Un pari audacieux dans un pays fortement dépendant des produits importés. Son activité repose sur trois matières premières principales : le chlore, la soude caustique et le bicarbonate de soude. Aucune n'étant produite localement, il doit s'approvisionner en Tanzanie. Faute de trésorerie suffisante, il est contraint de les acheter au détail, ce qui alourdit ses coûts de production. « Pour grandir, j'ai juste besoin d'argent pour acheter en gros. Au détail, ça fait grimper les coûts et ça ralentit chaque fournée », explique-t-il.

Mais le principal obstacle n'est pas seulement financier. Elarif se heurte aussi aux habitudes de consommation et à la préférence accordée aux produits importés. Pour lui, le défi consiste également à convaincre les consommateurs de faire confiance à une production locale. « La plus grande difficulté, c'est la mentalité. Les gens pensent que ce qui vient de l'extérieur est forcément meilleur. Même si ton produit est bon, on le regarde avec doute », confie-t-il. À cette difficulté commerciale s'ajoute le poids de la gestion quotidienne. Elarif travaille seul et assume toutes les étapes de son activité, de la fabrication à la commercialisation. « Je suis seul. Je fabrique, je colle, je vends. La plupart des gens ne veulent pas travailler. Je porte tout le projet sur mes épaules », raconte-t-il.

Sur le plan technique, il estime avoir trouvé son rythme de production. Selon lui, la conservation du produit ne nécessite pas d'infrastructures particulièrement lourdes. La chaleur et les coupures d'électricité ne constituent donc pas ses principales préoccupations. Son véritable point faible reste le conditionnement. Faute de moyens pour commander des flacons neufs répondant aux normes, il est obligé de réutiliser des bouteilles déjà utilisées, dont certaines se détériorent. « C'est au niveau des bouteilles que je rencontre le plus de difficultés. Celles que j'utilise sont déjà usagées et certaines finissent par se dégrader », explique-t-il. Malgré ces contraintes, Elarif a réussi à fidéliser une clientèle, principalement composée de boutiques et de ménages de Mitsamiouli et des localités environnantes. La demande, assure-t-il, reste régulière tout au long de l'année, sans véritable période de forte activité.

Le jeune entrepreneur ne réclame pas la charité. Il cherche avant tout les moyens de franchir un nouveau cap : acheter ses matières premières en quantité, réduire ses coûts, augmenter sa production et investir dans des bouteilles neuves et adaptées. Son ambition est de faire de son eau de Javel fabriquée à Mitsamiouli un produit reconnu pour sa qualité, plutôt qu'une simple alternative aux produits importés. À travers son expérience, Elarif entend aussi adresser un message à la jeunesse comorienne : entreprendre, oser produire localement et ne pas rester dans l'attente. Pour lui, le développement du pays passe aussi par la capacité de ses jeunes à transformer leurs compétences et leurs idées en activités économiques concrètes.

El-Aniou Fatima

QAMAR CRÉATIVES :

Un forum pour mieux structurer les industries culturelles locales

Annoncé lors d'une conférence de presse tenue à Moroni ce lundi 02 novembre, le forum Qamar Créatives se tiendra les 6 et 7 novembre 2026 à l'Alliance française. Une première édition qui réunira les acteurs comoriens des industries culturelles et créatives (ICC), puis des professionnels régionaux et internationaux pour bâtir des coopérations concrètes.



Il s'agit là d'une concertation amorcée il y a deux mois, explique Rahim El had Ahamada, artiste slameur, président de Kam'Art Culture : « Depuis deux mois, plusieurs acteurs culturels ont été sollicitées par l'ambassade de France pour orienter les actions culturelles à l'horizon 2030, en recensant les besoins des acteurs à travers panels et formations, et en connectant les Comores à la région pour l'épanouissement de notre écosystème culturel. » Avec la méthode de partir des besoins exprimés dans l'archipel pour dégager des pistes d'action autour de la professionnalisation, du développement de projets et des partenariats notamment dans l'océan Indien et au-delà. Comment vivre de sa création aux Comores ? Comment se former, protéger ses droits, diffuser ses œuvres ? Ces questions seront au cœur des débats. Musique, livre et édition, médias culturels, création numérique, danse et création contemporaine, qui associent création, production et diffusion, nourriront les échanges. La plénière d'ouverture donnera la parole à des professionnels comoriens pour identifier, à partir de leurs parcours, freins puis leviers du secteur.

Environ neuf ateliers en petits groupes privilégieront le collectif. Chaque rencontre partira d'une question concrète, donnera d'abord la parole aux locaux, puis mobilise l'expérience des invités. Statut des créateurs, formation, financement, rémunération numérique, accès aux réseaux seront abordés. Chaque groupe devra formuler trois propositions d'action, débattues et validées, pour rapprocher besoins locaux et compétences disponibles. Samedi prochain dans la journée, des porteurs de projets présenteront leurs initiatives et bénéficieront de retours de professionnels. Des sessions sur la circulation du livre, les réseaux panafricains et l'accueil de tournées internationales ouvriront des perspectives régionales, afin d'aider les créateurs à préciser leurs modèles économiques et leurs démarches.

Une dynamique qui pourrait, selon Soumette Ahmed, comédien et metteur en scène, représentant du CCAC-Mavuna, « impulser probablement un plan national de la culture, pour l'heure inexistant. L'objectif étant donc de réfléchir ensemble, experts, artistes et acteurs, à l'avenir du secteur, chaque domaine artistique devant être analysé », a-t-il déclaré au briefing avec la presse. Forum ouvert, insistent les organisateurs : « En tant que médias, nous comptons sur vous pour relayer largement l'information afin que tous les amateurs d'art du pays, y compris ceux des villages un peu éloignés de la capitale, puissent accéder au forum et y participer. C'est libre, ouvert à tous, et c'est une première édition. » Appel partagé par Rahim El had qui a renchéri : « Nous avons conscience qu'il y a beaucoup d'initiatives volontaires, mais elles manquent de coordination pour booster le secteur or pas d'identité sans culture. »

Par ailleurs, la plénière conclusive mettra en discussion les pistes issues des ateliers et hiérarchisera les priorités pour les ICC comoriennes. Ces propositions nourriront le dialogue avec les partenaires, notamment les autorités comoriennes, sans préjuger des soutiens futurs. À l'ouverture interviendront le ministère de la Culture, l'ambassade de France et l'Alliance française, pour co-construire trois années de projets. La clôture du forum Qamar Créatives est prévue pour le samedi 7 novembre, de 19h30 à 23h00, au CCAC-Mavuna, avec danse traditionnelle comorienne et concert réunissant Chebli & Watoro, Papaloté, Yax Leader, Faraz, Mogne M'Madi et Maou. « Un programme riche où chacun trouvera un style qui lui plaît », a-t-on annoncé lors de la conférence de presse.

Hamdi Abdillahi Rahilie

COOPÉRATION SANITAIRE :

Mohéli attend les spécialistes tanzaniens

À quelques semaines de la caravane médicale annoncée pour décembre 2026, l'ambassadeur de Tanzanie aux Comores, Salim Othman Hamad, a effectué une mission d'évaluation à Mohéli. Trois structures sanitaires, situées à Fomboni, Wanani et Nioumachoi, ont été visitées afin d'apprécier leur capacité à accueillir les équipes médicales tanzaniennes. Si cette opération suscite des attentes au sein de la population, plusieurs aspects de son organisation restent à préciser, notamment le choix du site, les spécialités médicales mobilisées, les effectifs et les équipements nécessaires.

Mohéli se prépare à accueillir une caravane médicale tanzanienne dans le cadre du renforcement de la coopération sanitaire entre l'Union des Comores et la République-Unie de Tanzanie. C'est dans cette perspective que l'ambassadeur de Tanzanie aux Comores, Salim Othman Hamad, a conduit une mission d'évaluation sur l'île, avec des visites à l'hôpital de Fomboni, à celui de Wanani et au centre de santé de Nioumachoi. Cette tournée avait pour objectif d'examiner les conditions d'accueil de cette opération prévue en décembre, mais également de faire le point sur les préparatifs engagés et les besoins encore à satisfaire. « L'objectif de ce séjour, c'était vraiment de voir les responsables sanitaires et de parler des préparatifs de la caravane médicale qui aura lieu à Mohéli au mois de décembre. Il était question de savoir s'ils sont prêts, ce qui a déjà été fait et ce qui reste à faire », a expliqué le diplomate.



Au cours des visites, la délégation a notamment passé en revue les infrastructures, les équipements disponibles et les capacités d'accueil des différents établissements. Fomboni, Wanani et Nioumachoi restent ainsi les trois sites potentiels pour accueillir les spécialistes tanzaniens. Aucun choix définitif n'a encore été annoncé. Au-delà de l'inspection des infrastructures, la mission entend également établir un état des lieux des besoins sanitaires de Mohéli. Il s'agit notamment d'identifier les maladies les plus fréquemment rencontrées dans les structures de santé et de recenser les ressources humaines médicales disponibles sur l'île. Sur ce volet, l'ambassadeur a reconnu que les données nécessaires n'étaient pas encore réunies. « Nous n'avons pas encore une liste des maladies les plus fréquentes ici, ni une liste des ressources humaines disponibles », a-t-il précisé.

Ces informations seront déterminantes pour définir les spécialités à mobiliser et adapter les interventions aux besoins réels de la population. Pour l'heure, le nombre de médecins tanzaniens attendus, leurs domaines de compétence ainsi que la nature des équipements et du matériel médical qu'ils apporteront restent à déterminer. La préparation devra également permettre de définir les modalités de collaboration entre les praticiens tanzaniens et les professionnels de santé locaux, afin de faciliter l'accueil et l'orientation des patients et le bon déroulement des consultations. À l'approche de décembre, plusieurs décisions restent donc attendues : finalisation de l'analyse des besoins, désignation du site d'intervention et clarification des moyens humains et matériels. Pour les habitants de Mohéli, l'enjeu est de voir cette coopération se traduire par un accès élargi aux consultations spécialisées et par un véritable renforcement des capacités du personnel médical local.

Riwad

CLÔTURE DE LA COP 17 À EREVAN EN ARMÉNIE :

La mobilisation des fonds au cœur des attentes des pays africains et des PEID

La 17e réunion de la Conférence des Parties (COP 17) à la Convention sur la diversité biologique (CDB), tenue à Erevan en Arménie, s'est ouverte à partir du 30 octobre, sous l'impulsion du Sommet des dirigeants et de l'adoption de la Déclaration d'Erevan « Agir pour la nature ».

L'objectif central des délibérations était d'accélérer la mise en œuvre du Cadre mondial pour la biodiversité de Kunming-Montréal (GBF). Toutefois, tout au long des travaux, la question des moyens d'exécution et du financement est restée le principal point de friction entre les Parties. Pour les pays du Sud, en particulier les nations africaines et les Petits États insulaires en développement (PEID), l'alignement des flux financiers mondiaux constitue la condition indispensable à la réalisation des objectifs de conservation. Au cours des négociations, le Sénégal, par la voix de sa ministre de l'Environnement Aliou Gori Diouf, a co-animé les consultations ministérielles cruciales sur la mobilisation des ressources aux côtés de la Suède. L'Algérie a souligné qu'une extension significative des aires protégées nationales ne pouvait se faire sans ressources financières adéquates et des transferts de technologie effectifs.

Les Comores par le biais du secrétaire général du ministère de l'Environnement chargé du tourisme ont plaidé pour un financement plus accessible, prévisible et adapté à la gestion des aires nationales protégées. Sur le plan de la gouvernance et de la participation, les Fidji ont obtenu un compromis majeur, en permettant aux délégués de réaffirmé la nécessité de mobiliser des fonds spécifiques pour garantir la participation pleine et effective des pays en développement, avec une attention prioritaire portée aux PEID et aux pays les moins avancés. Par ailleurs, les débats sur la biodiversité marine et côtière sujet capital pour les États insulaires, ont été marqués par d'intenses discussions sur la reconnaissance des aires marines d'importance écologique ou biologique (EBSA) et leurs interactions avec l'Accord sur la biodiversité marine des zones situées au-delà de la juridiction nationale (Accord BBNJ).

Après des négociations nocturnes éprouvantes, la COP 17 s'est achevée le samedi 31 octobre. La séance plénière finale, ouverte tard dans la nuit du vendredi, a permis d'acter plusieurs décisions majeures après un blocage prolongé. L'un des succès emblématiques de cette clôture réside dans l'adoption du mode de fonctionnement de l'Organe subsidiaire relatif à l'article 8, alinéa j), consacré aux peuples autochtones et aux communautés locales. Un texte de compromis validé consacre le respect des procédures de nomination propres aux gouvernements



autochtones, une avancée saluée par le Forum international autochtone sur la biodiversité (IIFB).

Concernant les Informations de Séquences Numériques (ISN) sur les ressources génétiques, les Parties ont convenu d'un texte organisant les travaux intersessions. Enfin, l'Assemblée a procédé à un vote à bulletin secret pour désigner l'hôte de la COP 18 (2028), attribuant l'organisation à Quito (Équateur) avec 55 voix contre 53 pour le Panama. Faute de temps, plusieurs dossiers complexes, notamment le mécanisme multilatéral mondial de partage des avantages du Protocole de Nagoya, ont été renvoyés à la COP 18.

Mmagaza

VOTRE SANTÉ

Boire trop d'eau, un danger pour la santé ?

On nous répète sans cesse qu'il faut consommer 1,5L à 2L d'eau par jour pour bien hydrater son corps. Mais existe-t-il un « trop » à ne pas dépasser ? Le risque d'une « sur-hydratation » est-il possible ? On fait le point.

Un très grand apport d'eau, au-dessus de la quantité nécessaire pour faire fonctionner le corps, ne mènera pas aux effets bénéfiques magiques que l'on souhaiterait mais tout l'inverse. À trop vouloir bien faire, on finit toujours par faire mal…

Maux de tête, convulsions, coma…

Il est conseillé par les spécialistes de ne pas boire plus de 5 litres d'eau par jour. Plusieurs problèmes de santé peuvent découler d'une surconsommation d'eau. Le principal un coma hydraulique, même s'il est rare, qui va perturber l'équilibre du sodium dans l'organisme. Les reins ne vont pas drainer assez rapidement l'excès ce qui va diluer le sang et baisser sa concentration en sel. Le risque ? Un gonflement des cellules au niveau du cerveau où la pression dans le crâne va augmenter et provoquer des maux de tête voire une intoxication à l'eau. Dans les cas extrêmes, l'hyponatrémie peut entraîner des convulsions, un coma ou même être fatale. Cela peut parfois arriver au moment d'épreuves sportives chez les marathoniens ou les cyclistes.

Manque de sommeil

D'autres conséquences, moins grave, d'une sur-hydratation, peuvent se manifester comme de la transpiration excessive ou des insomnies. En effet, des réveils nocturnes peuvent survenir car pendant que nous dormons, le cerveau sécrète une hormone anti-diurétique qui ralentit le travail des reins pour éviter qu'on se lève toutes les heures afin de faire pipi. Mais si l'on boit trop d'eau avant le coucher, cela perturbe ou annule complètement ce mécanisme.



Comment savoir si l'on boit trop ?

Si vous ne savez plus où vous en êtes au niveau des 8 à 10 verres d'eau à boire par jour, des signes peuvent vous alerter si vous avez atteint votre limite. Une urine transparente peut par exemple être le signe d'une hyperhydratation. Si vous buvez la quantité d'eau adéquate, l'urine doit être pâle ou presque incolore. Les autres symptômes sont très proches de la déshydratation. Vous pouvez par exemple ressentir des nausées, vomir ou avoir la diarrhée. Des maux de tête lancinants, un gonflement des mains, une décoloration des lèvres ou des pieds devraient vous alerter. Dans certains cas, une prise de poids soudaine, des crampes au niveau des muscles ou une fatigue importante peuvent être le signe d'une consommation excessive d'eau.

COMMISSION DE L'OCÉAN INDIEN

Recruitment of a regional Coordinator for the Blue and Green Islands Integrated Program

Publication date: 30 October 2026

The Indian Ocean Commission (IOC) is an intergovernmental organization comprising the Union of the Comoros, the French Republic (Réunion), the Republic of Madagascar, the Republic of Mauritius, and the Republic of Seychelles. Led by the United Nations Development Program (UNDP) and funded by the Global Environmental Facility (GEF), the Blue and Green Islands Integrated Program (BGI IP) aims to support Small Island Developing States (SIDS) achieving nature-positive development. In this context, the Indian Ocean Commission (IOC) will establish and manage the regional node of the BGI -IP in Atlantic and Indian Oceans. The IOC is inviting candidate from the Member States of the Indian Ocean Commission to submi**t Expressions of Interest (EOI)** for the **Recruitment of a regional Coordinator for the Blue and Green Islands Integrated Program**

Interested candidates are invited to consult the complete Expression of Interest (EOI) notice on the IOC website at https://www.commissionoceanindien.org/opportunites-et-carrieres/ and to submit their proposal no later than **20th November 2026 at 04:30 pm (Mauritius time)**, which is the deadline for submission of Expressions of Interest.